

SOCIÉTÉ

La jeunesse populaire, grande oubliée

ENTRETIEN

UNE CLASSE EXCLUE

SOCIÉTÉ ▶ Frappés par le chômage de masse et la précarisation, les jeunes des milieux populaires sont délaissés par les politiques publiques, dénonce le sociologue Stéphane Beaud

PROPOS RECUEILLIS PAR
AURÉLIE COLLAS



violences scolaires, affrontements avec la police, délinquance, radicalisation : l'actualité alimente les stigmates qui pèsent sur les jeunes des classes populaires, en particulier ceux des « cités ». Dans *Une génération sacrifiée?* (Editions rue d'Ulm, 270 p., 25 euros), codirigé avec Gérard Mauger, le sociologue Stéphane Beaud (Ecole des hautes études en sciences sociales, université Paris-X-Nanterre) arpente la réalité que traverse cette jeunesse : leur expérience douloureuse de l'école, leurs désillusions aux portes du marché du travail, leur rapport à leur héritage culturel...

Ce qui frappe, c'est le point de départ commun aux neuf enquêtes réunies dans « Une génération sacrifiée? » : la désindustrialisation de la France, la « crise de reproduction du monde ouvrier ». Pourquoi ce prisme ?

Par ce livre, nous avons voulu rappeler une évidence souvent oubliée : la désindustrialisation se poursuit et la situation actuelle des jeunes des classes populaires est l'un des effets à moyen terme de cette longue crise industrielle. Autre évidence : la jeunesse des classes populaires ne se réduit pas à celle des cités. C'est certes elle qui fait le plus parler d'elle, mais il y a tout un pan de cette jeunesse – rurale, urbaine, de ville moyenne – qui est aujourd'hui méconnu. En réalité, la jeunesse populaire est très clivée, du fait des inégalités de certification scolaire. Il y a d'un côté ceux qui, via l'école, s'en sortent par le haut, et de l'autre ceux qui, peu ou non diplômés, n'ont pas pu atteindre la norme des études longues et en sont touchés, même s'ils le dissimulent, dans leur dignité sociale. Tra-

vailer sur la jeunesse populaire, c'est montrer à quel point l'école classe fortement et durablement les membres de cette « génération sacrifiée ».

Le tableau que vous dressez de cette jeunesse vient-il confirmer la thèse, très en vogue, du « déclassement » ?

Evitons toute équivoque : le thème du déclassement concerne surtout les classes moyennes. La jeunesse populaire, elle, est déjà en bas de l'échelle sociale. On dit génération « sacrifiée » parce que, dans le domaine de l'accès à l'emploi, un profond décrochage s'est effectué pour les générations nées à partir des années 1980. La jeunesse populaire d'aujourd'hui est – il faut le dire et le redire – celle qui paie « plein pot » les transformations du marché du travail : réduction des emplois ouvriers, chômage de masse, précarisation, tertiarisation des emplois sans qualification.

Revenons toutefois à l'histoire. Auparavant, les enfants d'ouvriers aspiraient tôt à l'indépendance pour échapper aux parents. A 16-18 ans, ils travaillaient, et c'est dans l'épreuve du travail, dans cette

confrontation avec les anciens, qu'ils se construisaient. Aujourd'hui, quelles accroches ont-ils pour se construire ? La difficulté d'accéder à un emploi stable retarde toute socialisation professionnelle et allonge le temps de la jeunesse. Maintenus dans un statut indéterminé, marqué par une alternance entre stages, contrats précaires et chômage, ces jeunes vivent sans perspectives d'avenir. Dans ce contexte, on ne peut que constater l'insigne faiblesse des politiques publiques pour les sortir de cette spirale. Ces jeunes-là n'ont jamais été une priorité pour la gauche de gouvernement, malgré de beaux discours.

La succession de violences scolaires ces derniers

mois, notamment dans les lycées professionnels, donne l'impression d'une exacerbation des tensions. Faut-il y voir l'expression d'une expérience douloureuse de l'école ?

Certains lycées professionnels concentrent des jeunes qui subissent toutes les relégations : sociale, urbaine, scolaire. Après la 3^e, beaucoup sont orientés par défaut dans une filière professionnelle, avec le sentiment, malgré toute la bonne volonté des enseignants, qu'ils sont embarqués dans un parcours sans avenir. Les lycées professionnels sont les principales victimes collatérales de cette norme des études longues qui s'est étendue depuis les années 1980. Le mot d'ordre « 80 % d'une classe d'âge au bac » entretient l'illusion promotionnelle, mais les jeunes n'en restent pas moins voués au salariat précaire. Dans ces lycées, la culture antiécole s'est en conséquence amplifiée – indiscipline, culture de rue, monde des bandes... Les jeunes y trouvent une façon de restaurer une estime de soi mise à mal par la relégation scolaire et la stigmatisation politique.

On perçoit dans plusieurs enquêtes du livre un désarroi proprement masculin chez les jeunes de milieux populaires en quête de « virilité ». Pourquoi ?

Autrefois, la virilité ouvrière s'exhibait dans la force de travail : la capacité à travailler dur, à tenir les cadences, à défendre sa dignité de travailleur... Aujourd'hui, elle s'exerce autrement. Dans le sport ou dans la culture de rue, on fait parade de sa force de combat à travers un style agressif et provocateur. Dans les vêtements, le langage ou la gestuelle, on retourne les stigmates, on surjoue le côté « rebelle », « racaille » ou « gros bras » – ce qui n'est pas forcément séduisant aux yeux des filles. Certains « gars de cité » anticipent d'ailleurs cette forme de désavantage sur le marché matrimonial en allant chercher une conjointe au « bled ».

Et les filles ? On présume que leurs meilleurs parcours scolaires leur permettent d'échapper au chômage, à la reproduction sociale. Est-ce vrai ?

Pas de roman à l'eau de rose ! Si les statistiques établissent leur suprématie scolaire, les travaux de Cédric Hugrée montrent une polarisation de la scolarité des filles de milieux populaires : elles sont majoritaires à décrocher un diplôme de l'enseignement supérieur, mais une minorité importante reste à l'écart de cette nouvelle norme scolaire et fait

l'expérience précoce de la relégation, voire de l'éviction scolaire avant le bac.

Par ailleurs, les mécanismes sexués d'orientation se perpétuent : les filles de milieux populaires sont souvent affectées dans les filières les moins payantes sur le marché du travail et, au lycée professionnel, elles sont concentrées dans les filières qui ont le moins de débouchés, comme la comptabilité, le secrétariat ou la vente. En cas d'échec scolaire, elles ont tendance à chercher dans la vie de couple et la maternité une forme de statut social respectable – à rebours des milieux favorisés, où la réalisation de soi passe davantage par le travail et les études sélectives longues, la maternité venant conclure un parcours réussi.

Le livre évoque aussi une « dilution de la conscience de classe » auparavant structurée par la culture « PC-CGT ». Qu'en reste-t-il ?

Tout ce qui jouait un rôle d'encadrement du milieu ouvrier – le Parti communiste, les syndicats, les maisons de quartier, souvent tenues par des mairies de gauche – s'est affaibli. Dans les quartiers où se concentrent les populations immigrées se sont développées de nouvelles formes d'encadrement, souvent religieuses, mais aussi étatiques – politiques d'insertion, politique de la ville, etc.

Quelles leçons peut-on tirer de ces élections à propos des jeunes de milieux populaires ?

Les données en ligne des instituts de sondage ne permettent pas, malheureusement, de croiser âge, profession et diplôme. Les jeunes sont plus abstentionnistes, ceux des catégories populaires certainement davantage encore : un effet de leur position sociale, associée à un faible niveau d'information, un sentiment d'incompétence, l'impression que ce sont toujours les mêmes figures au pouvoir, que rien ne change, que personne ne parle pour eux. Parmi ceux qui votent, il faudrait pouvoir creuser la différence entre les pro-Mélenchon et les pro-Le Pen. Glisser un bulletin Front national dans l'urne peut marquer une volonté de se distinguer de la « racaille » et de « se venger », en quelque sorte, des tensions qu'ils ont connues lors de leur adolescence avec les jeunes issus de l'immigration qui partagent la même condition sociale. Enfin, n'oublions pas que, parmi les votants Macron au premier tour, 19 % n'ont pas le bac. On peut faire l'hypothèse d'une sorte d'effet Tapie bis à

savoir un discours sur la réussite, sur l'entrepreneur, qui séduit une fraction non négligeable de la jeunesse populaire, y compris celle des cités qui stationne aux portes du marché du travail depuis des lustres. ♦



Dans un lycée professionnel des Pyrénées-Orientales, en 2014 · Patrice Terraz/La France vue d'ici/Signatures